

N

La répartition des revenus au Sénégal: quelques notes
methodologiques.

J. ROCH
G. ROCHETEAU
ORSTOM
mai 1972

/Conseil économique
et social du Sénégal.

O.R.S.T.O.M.

Fonds Documentaire

N° : 1510

Cote B

Date : 3 JUIN 1972

I- L'enregistrement des sources de revenu des différentes catégories d'agents

Il paraît important, si l'on veut aboutir à une analyse fonctionnelle de la répartition des revenus, de se donner à l'avance en orientant en conséquence le plan d'enquête (stratification de l'univers, statistique et composition du questionnaire d'enquête), les moyens de déterminer l'origine et la diversité des sources de revenu par catégories d'agents économiques en dépassant les critères traditionnels de la catégorie socio-professionnelle et du niveau des revenus.

Les critères de cette typologie d'agents doivent être recherchés parmi les paramètres significatifs des possibilités ou des capacités différentielles des individus de s'insérer dans des rapports marchands et d'assumer des comportements économiques "modernes" (individualisme, rationalité économique).

Ainsi, en ce qui concerne les populations urbaines, il serait souhaitable, en particulier, de s'interroger sur l'affectation par types d'agents des revenus suivants: revenus des locations mobilières et immobilières, revenus d'entreprise (taxis, transports en commun, exploitations maraichères) et revenus des placements spéculatifs. La détermination des agents concernés ne peut être totalement faite à priori et implique que l'on recueille en cours d'enquête un certain nombre de paramètres

relatifs au niveau social des individus (niveau scolaire et type d'emploi) et caractérisant un mode de vie et des rôles sociaux spécifiques.

On peut faire état, dans ce domaine, de l'essai de catégorisation opéré par les chercheurs de la NEDECO dans la partie de leur étude consacrée aux revenus urbains à Dakar (I). On y distingue :

- "un niveau supérieur", "formant le groupe des privilégiés constitué des cadres supérieurs dans tous les secteurs économiques ayant achevé leurs études secondaires et souvent aussi des études supérieures".

- "un niveau moyen", comprenant "les cadres moyens, employés et techniciens dans tous les secteurs économiques ayant achevé dans la plupart des cas leurs études secondaires ou le premier cycle des études secondaires et ayant une éducation professionnelle".

- "un niveau inférieur moderne" englobant tout le personnel d'instruction inférieur" mais "intégré dans le secteur économique plus ou moins moderne"

- "un niveau traditionnel", "englobant les professions et activités dans le secteur socio-économique traditionnel".

Cette classification, au demeurant destinée uniquement à obtenir des indications sur le niveau social et économique des quartiers de la ville, peut paraître sommaire en première appréciation. Elle n'en recouvre pas moins un découpage sociologique pertinent au regard des problèmes de la répartition et de l'utilisation des revenus. Elle est plus intéressante sur ce plan qu'une classification fondée soit sur le seul niveau des revenus, soit sur la catégorie professionnelle.

En ce qui concerne les populations rurales, on constate, pour certaines régions du Sénégal (Bassin arachidier en particulier) que

les revenus non agricoles (même en excluant les transferts) représentent une part importante du revenu monétaire total pour une partie, à déterminer, des populations rurales.

Il serait souhaitable de distinguer dans une enquête de Budgets familiaux, comme on l'a fait pour le recensement démographique, des strates urbaines, semi-urbaines et rurales. En effet, tout autant que l'appartenance ethnique, c'est la situation par rapport à une aire d'attraction urbaine qui rend compte de l'importance relative des revenus non agricoles des agriculteurs.

Ceci ressort nettement de l'étude d'I. de Garine: "Budgets familiaux et alimentation dans la région de Khombole", FAO, 1960.

Tableau. Estimation des revenus monétaires à Khombole:

| | Serères ruraux | Wolofs ruraux | Wolofs "urbanisés" |
|--|-------------------|------------------|-----------------------|
| Reçettes: (Frcs. CFA) | | | |
| Agriculture | 3.049 | 458210 | 2402 |
| Reçettes occasionnelles: occasionnelles | 855 | 6 012 | 8033 |
| Reçettes régulières | - | - | 5943 |
| cadeaux divers | 241 | 432 | 495 |
| Total | 4245 | 11654 | 16873 |

(Notons au passage que l'importance des recettes agricoles a été sous-estimée. L'enregistrement du phénomène exige, dans la plupart des cas, que l'on jumelle relevés journaliers et questionnaire rétrospectif sur une année.)

Les enquêtes de Niveaux de vie conduites en 1960 en Casamance par la CINAM-SERESA font nettement apparaître par ailleurs que l'accroissement des revenus par habitant est, dans tous les cas, corrélatif d'un accroissement du pourcentage des revenus non agricoles (revenus des migrations, salaires, dons, commerce, artisanat) dans le revenu monétaire total. La dispersion des revenus en milieu rural serait ainsi très directement liée à des opportunités sans rapport avec le système de production villageois :

Il s'agit donc de revenus non agricoles, mais le revenu monétaire est en fait le produit des transferts de revenus et par divers autres moyens de l'Etat.

Le revenu monétaire est en fait le produit des transferts de revenus et par divers autres moyens de l'Etat.

Tableau: Pourcentage des revenus non agricoles dans le revenu monétaire total par habitant, pour les tranches extrêmes de revenu et pour diverses zones de Casamance:

| | Tranches inférieures de revenu | Tranche supérieure de revenu |
|-------------------|--------------------------------|------------------------------|
| Haute Casamance | 12,5°/° | 33°/° |
| Moyenne Casamance | 11,5°/° | 64,5°/° |
| Basse Casamance: | | |
| Zône nord | 40,5°/° | 62°/° |
| Zône Sud | 20,2°/° | 44,5°/° |

Source: CINAM-SERESA, 1960.

II- La redistribution "horizontale" des revenus: le problème des "transferts"

La notion de "transfert", par laquelle on tente de rendre compte des phénomènes de "solidarité" particulièrement importante en Afrique, recouvre en fait des réalités très diverses:

On parle de "transfert" pour désigner:

I- Les versements effectués par un migrant en vue d'assurer la subsistance de sa famille demeurée au village.

II- Les versements effectués par des ménages aisés au profit de parents plus pauvres, ou d'un autre niveau social (situation correspondant à ce que l'on désigne, entre autre, dans le langage pseudo (sociologique, de "parasitisme familial").

III- L'aide, le plus souvent ~~shinamurere~~, que reçoivent les migrants récents ou sans emploi au sein de leur famille d'origine.

Ces désaisissements ne vont ~~à~~ peu près jamais sans une certaine contrepartie, plus ou moins reportée dans le temps. On doit ainsi inclure dans la catégorie des "transferts":

IV- Les revenus, "transférés" ou non ~~de la campagne~~, dépensés par les migrants au sein de leur famille d'accueil.

V- L'aide apportée par des ruraux à des parents installés dans les villes (par exemple, le financement de la scolarité d'un jeune parent ou des frais d'installation d'un migrant) / Ce type d'assistance entraîne à terme un devoir de réciprocité de la part de son bénéficiaire.

Que dire à partir de cela?

En tout premier lieu, on s'aperçoit, en regardant les choses de près, qu'il n'y a pas, dans la réalité, de solution de continuité entre ces diverses situations. Ce qui change, c'est le statut économique et social des protagonistes engagés dans le circuit des prestations et la perception qu'ils ont de la relation dans laquelle ils se trouvent impliqués. On ne saurait trop insister sur le caractère idéologique, c'est à dire construit à son usage par un groupe social spécifique, de la notion de "parasitisme familial", qui n'a ainsi aucun caractère opératoire sur le plan de l'enquête et de l'interprétation de ses résultats.

Néanmoins, on doit insister sur le fait que le problème des "transferts" n'est qu'un aspect du problème plus général de la redistribution des revenus et qu'une analyse de répartition, comme pour le point précédent, doit prioritairement s'efforcer de déterminer et de qualifier les groupes sociaux qui y sont impliqués: en effet, le fait qu'un individu se trouve engagé, à titre de donneur ou de bénéficiaire, dans une opération de "transfert" ne peut manquer d'avoir des répercussions importantes sur la nature de ses comportements comme producteur, consommateur et épargnant. Il conviendrait ainsi, tout particulièrement, d'estimer la part des "transferts" dans la structure des dépenses de certaines catégories d'agents dont les comportements économiques ont une importance stratégique pour le développement: entrepreneurs et artisans, fonctionnaires (épargnants ou entrepreneurs réels ou potentiels), exploitants d'un certain niveau etc... Il serait également important d'avoir une bonne connaissance des "transferts" entre le monde des travailleurs salariés et des sans-emploi, de façon à juger des répercussions du phénomène sur les migrations urbaines et le niveau de vie des travailleurs, dont les charges ont tendance à augmenter proportionnellement à l'accroissement de leurs propres revenus.

Une appréciation de l'importance et des difficultés d'enregistrement du phénomène nous est fournie par G. Pfeffermann dans son ouvrage "Industrial labour in Senegal" (Ed. F. Praeger, Londres, 1968):

Cet auteur indique que 34°/° des travailleurs salariés qu'il a interviewé déclarent envoyer régulièrement une partie de leurs revenus à leurs parents demeurés au village(°/° qu'il considère comme une sous-estimation). Plus de la moitié des travailleurs, ainsi, n'enverraient des cadeaux à leur famille que de façon irrégulière, et souvent sous forme de produits alimentaires (riz, huile, sucre).

Les seuls versements monétaires représenteraient 3°/° du montant du salaire de base des travailleurs.

Cette même étude fait état de transferts d'un autre type: les prêts que se consentent mutuellement les travailleurs entre eux. Les sommes ainsi mises en circulation représenteraient près de 10°/° du montant du salaire de base des travailleurs, et les cas de non-remboursement, assimilables à un "transfert" au sens de la répartition des revenus seraient relativement fréquents. Aspect inattendu et non négligable, apparemment, du phénomène.

III-Stratification sociale et redistribution verticale des revenus.

Il est exclu que l'on puisse obtenir, par enquête directe auprès des individus concernés, des informations exactes sur certaines sources de revenus (dîmes coraniques, donas religieux, paiements des locations de terre ou de moyens de production, sur-profits du commerce, revenus de l'usure et de toutes opérations commerciales frauduleuses) qui sont très précisément celles de l'état actuel du fonctionnement des économies paysannes au Sénégal, celles qui permettent aux agents concernés de dégager un surplus à la consommation assimilable à une épargne potentielle extorquée aux paysans ordinaires.

Il sera donc nécessaire d'estimer le montant et l'affectation de ces prélèvements à la base, en observant les rentrées et sorties monétaires au niveau des ménages.

A titre d'illustration, nous ferons état, sur l'exemple particulier du paysannat wolof dans le Bassin archidier, de la relative complexité des opérations en cause :

Dans les mois précédant la traite annuelle des arachides, soit à la saison où les travaux agricoles sont les plus importants et où les disponibilités monétaires sont raréfiées, les dépenses monétaires sont assurées :

i) soit par des emprunts sur gage, soit par des achats à crédit, dont le taux d'intérêt est d'autant plus fort que la traite, à savoir le moment où peuvent avoir lieu les remboursements, est plus éloignée.

ii) soit par des ventes de produits de la ferme autres que l'arachide, des conditions d'achat plus défavorables.

-ventes de semences d'arachide, généralement avancées par les coopératives, et revendues à un taux inférieur à un commerçant local en début de campagne.

-ventes à des prix particulièrement défavorables de mil hâtif à des commerçants qui les stockeront et les revendront huit mois plus tard au triple de leur prix d'achat.

-ventes d'arachides en fraude (en moyenne plus de 10°/° de la production), avant l'ouverture de la traite officielle, à des commerçants ou d'autres agriculteurs, qui les commercialiseront en leur nom au prix officiel dans les coopératives quelques semaines plus tard.

Sans qu'il soit nécessaire d'insister sur ce point, il est aisé de voir que l'estimation des prélèvements ainsi opérés contraindra à des procédures particulièrement fines, donc coûteuses, au niveau du traitement de l'information. Il serait cependant regrettable que l'on renonce totalement à donner une mesure à des phénomènes de dépendance économique qui sont au centre des problèmes de développement rural.

IV-l'accumulation du capital au niveau villageois et les problèmes de l'épargne

Les modalités (thésaurisation ou épargne productive) et les formes (collective ou individuelle) de l'accumulation du capital au niveau villageois dépendent, plus que tout autre phénomène de répartition, du système social où elles se manifestent, donc, sur le plan phénoménal, du facteur ethnique.

C'est ainsi, par exemple, qu'en pays wolof, l'accumulation du capital se fait au niveau individuel alors qu'en pays serer la capitalisation ^{est fait} au niveau du matriligneage en vue de l'achat de têtes de bétail qui entreront plus tard dans les circuits matrimoniaux. Même différenciation en ce qui concerne la dévolution successorale, qui suit dans tous les cas la ligne de descendance patrilinéaire au pays wolof mais tantôt la ligne patrilinéaire, tantôt la ligne matrilinéaire, selon la nature des biens en cause, en pays serer.

L'examen de la structure des dépenses dans l'un et l'autre cas renvoie à des finalités différentes, dont les implications au regard des problèmes de l'épargne ne peuvent être assimilées. C'est donc bien l'ethnie qui doit être considérée comme l'agent pertinent dans ce domaine, quitte à ce que l'on fasse ressortir, en deuxième temps, les différenciations en liaison avec le statut social ou économique des participants à l'intérieur d'une même ethnie.

Ceci ne demeure totalement valable, cependant, que dans la mesure où il y a coïncidence entre système social (donc appartenance ethnique) et système de production?

La stratification de l'univers statistique devrait

donc être suffisamment poussée jusqu'à obtenir des aires homogènes de ces deux points de vue.

On peut se référer ici à ce qui a été réalisé dans l'excellente étude régionale CINAM-SERESA en Casamance en 1960, qui a établie, en particulier en vue d'une enquête sur les Niveaux de vie, un découpage de la région en 3 zones et 6 sous-zones, en tenant compte de facteurs naturels (climat, sols) et historiques (ouverture aux circuits d'échange et aires d'influences ethniques).

V-L'élasticité de la consommation alimentaire par rapport au revenu

L'ouvrage de référence, dans ce domaine, pour le Sénégal, est le suivant: "Besoins nutritionnels et politique économique: réflexions à partir d'une enquête réalisée dans trois villages sénégalais" (ISEA, 1965).

Le mérite de cet excellent travail est de s'interroger sur la validité d'application en Afrique des instruments traditionnels d'analyse du niveau de vie des populations. En particulier, il fait état de l'incertitude concernant les facteurs explicatifs de la consommation alimentaire, dont on peut se demander, en Afrique, si la variable "revenu" doit être à privilégier comme on est en droit de le faire pour les pays européens.

En effet, le facteur déterminant paraît bien être plus ou moins grande la rigidité de l'offre de marchandises, en liaison avec la plus ou moins bonne adaptation des réseaux de distribution. On constate ainsi que l'élasticité de la consommation alimentaire par rapport au revenu varie, d'un village à l'autre en fonction de la qualité des échanges avec l'extérieur:

Tableau. Elasticité par rapport au revenu dans trois villages:

I: village isolé. II: village avec coopérative et commerçants. III: Village établi à proximité d'une mine de phosphate, avec forte proportion de salariés, coopérative agricole, commerces.

| Revenu réel par Ha. par an (en équivalent Kg/mil) : | I Village isolé | II-Village avec commerce | III Village "minier" |
|---|-----------------|--------------------------|----------------------|
| | 620 | 975 | 1400 |
| Elasticité tous produits alim. | 0.40 | 0.66 | 0.55 |
| Riz et Mil | 0.55 | 0.7 | 0.35 |
| Huile végétale | 0.95 | 1.3 | 1.4 |
| Sucre | 0.8 | 1.2 | 1.45 |
| Viande | 0.8 | 0.9 | 1.4 |
| Poisson frais | 1.4 | 0.8 | 1.25 |
| Poisson séché | 0.7 | 1.1 | 1.2 |

Source/ISEA?1966.

VI. Variations annuelles des structures de la production en milieu rural (toutes choses égales par ailleurs)

Quelle peut être la validité de l'estimation du niveau de vie d'une population rurale au Sénégal en se basant sur la base d'une enquête statistique effectuée une année donnée?

L'observation continue, sur 5 années, du terroir-test de Sob, en pays serer (CR Sob, en pays serer, observations agricoles 1965, 66, 67, 68, 69. ORSTOM/Dakar, INRA, Bambe) fait apparaître, au niveau des ménages et du village, fait apparaître des variations considérables, d'une année sur l'autre, de la production agricole totale et de la structure de cette production. Tout particulièrement, la part relative de la culture industrielle, qui fournit l'essentiel des recettes monétaires, et de la production vivrière, qui fournit la base de l'auto-consommation, manifeste une très grande instabilité:

Tableau Production d'arachide et de Mil à Sob de 1965 à 1969

| | 1965 | 1966 | 1967 | 1968 | 1969 | Moyenne sur 5 années |
|---------------------------|------|------|------|------|------|----------------------|
| Arachide (coque) (Tonnes) | 138 | 55 | 123 | 105 | 80 | 100 |
| Mil (épis) (Tonnes) | 100 | 70 | 176 | 70 | 284 | 140 |

Ces variations sont directement liées à des variations dans les rendements à l'hectare, eux-mêmes dépendants des aléas climatiques:

Tableau Rendements à l'hectare à Sob

| | 1965 | 1966 | 1967 | 1968 | 1969 | Moyenne sur 5 années |
|-----------------------|------|------|------|------|------|----------------------|
| Arachide (kg) (coque) | 792 | 321 | 682 | 538 | 472 | 561 |
| Mil (kg) (épis) | 384 | 279 | 737 | 279 | 1077 | 551 |

Bien que la chose reste à démontrer, il nous paraît inévitable que ces changements de structure dans l'origine des revenus ^{et le montant} entraîne, d'une année sur l'autre, des variations correspondantes dans la structure des dépenses, et, indirectement sur les migrations et les transferts.

Aucune étude statistique ne pourra éluder le problème

Bibliographie (^{xx} ouvrages importants pour le sujet)

- ^{xx}
-CINAM-SERESA. La casamance, étude régionale. SLND, ronéo. 1960
- FAGET (Mlle) Enquêtes familiales dans 226 familles de la "Médina" de Dakar, in: Bull. Med. Ecole Nat. Pharm. Dakar. 1958 T, VI pp 88-91.
- GABINE (I. de) (^{xx}) "Rapport sur les habitudes alimentaires dans la région de Khombole." Ronéo. 1960. 25 pages, FAO. Rome.
- " " "Usages alimentaires dans la région de Khombole". Cahiers d'Etudes Africaines, N° 10, 1962 pp 218/265.
- ISEA. (^{xx}) Besoins nutritionnels et politique économique ". 1965. Ronéo.
- LERICOLLAIS (A) Sob, en pays serer. Observations agricoles 1965/1968. ORSTOM/CNRA. Ronéo.
- M'BOW (A. Mahtar) Enquête préliminaire sur le village de Mangaroundou (Cercle de Ziguinchor) Slnd. 1955 Ronéo T du Sénégal, Education de Base, et in: "L'Education africaine, nouvelle série" N° 31, 1955, pp 35-64.
- MISOES (^{xx}) "La moyenne vallée du Sénégal" PUF. Paris.
- " " (^{xx}) "Les budgets familiaux". SLND 1959. Ronéo. 61 pages. Doc. de Travail.
- Mersadier (Y) (^{xx}) "Budgets familiaux africains" St Louis. Centre ORSTOM 1957 Etudes Sénégalaises. N° 7.
- " " (^{xx}) "Structure des Budgets familiaux à Thiès" Bull. IFAN. T. XVIII. Série B N° 3/4, pp 388/432.
- M'DOYE (Thiam). "Monographie du village de Popenguine" SLND. 1959. 17 pages. Ronéo. ORANA. Fed. de Médecine
- NEDECO-LA HAYE (^{xx}) R. du Sénégal "Projet Sénégal 223 Régionalisateur." Tome III et Annexe (Etudes sociologiques). 1970. Ronéo.
- PFEFFERMANN (G). "Industrial Labour in Sénégal". F. Praeger, Ed. London. 1969.
- ROCHETTEAU (G). "Pionniers mouridès au Sénégal". ORSTOM. Ronéo. 1969. (Dakar)/